

[Texte]

I have one more question. What would the administrative costs be to implement your system? We now have confirmation that over the next 10 years, with the federal government system, the administrative and compliance costs would be billions and billions and billions of dollars. I say billions and billions because we know the federal government's administrative costs, seen in 1991 dollars, are now going to be \$300 million per year.

Their start-up costs are very high. The compliance costs for business will be at least three, maybe five, times as high as the government's administrative costs. If you add all of the costs of implementing the GST and administrating the GST and the compliance costs of the GST over a decade, you are looking at billions and billions and billions of dollars out of the pockets of ordinary people. To make your changes what would the administrative costs be, roughly?

Prof. Brooks: I assume zero; you know, just trivial. I cannot think of any additional cost. The system is in place, the auditor is in place, everyone is familiar with the system. Indeed there would not even be any transitional cost; there is nothing to learn.

Mr. Nystrom: So the government across the way is trying to tax the Canadian people by billions and billions and billions of dollars—and I stress that, several billions of dollars—in terms of compliance costs for farmers, for fishermen, for small business, for big business. Costs are passed on to the consumer, according to our chairman, because there is only one taxpayer in the end, a few more billions of dollars in terms of taxes to administer the cost in the federal government, and you are proposing something here that costs zero. It seems to me, Mr. Chairman, that this is something we should look at very carefully.

The Chairman: We have been debating that matter for quite a while. I do not think there is any question that you can do it by income tax. I mean, I have some real concerns, Mr. Brooks, as to whether you could collect the income tax. At certain levels people stop paying or play games or avoid or evade or take their money offshore or that kind of thing. That is one of the—

Mr. Nystrom: This leads me to my final supplementary.

The Chairman: —essential reasons for the change in the first place.

Mr. Nystrom: In terms of money going offshore or in terms of lack of competitiveness or in terms of some wealthy Canadian investing in Orlando, how would our income tax rates compare with other countries that we trade with, that we deal with, that a wealthy person may invest in, if these rates went up to what you are

[Traduction]

J'ai une dernière question à poser. Quel serait le coût administratif de la mise en oeuvre de votre système? Il nous a maintenant été confirmé qu'au cours des 10 prochaines années, avec la mise en place du régime fédéral, les coûts d'administration et d'observation se chiffreront en milliards de dollars. Je parle de milliards de dollars parce que nous savons que les coûts administratifs du gouvernement fédéral calculés en dollars de 1991, s'établissent à 300 millions de dollars par an.

Les coûts de démarrage sont très élevés. Les coûts d'observation de ces mesures pour l'entreprise seront au moins trois fois, sinon cinq fois, plus élevés que les coûts administratifs du gouvernement. Si l'on fait la somme de tous les coûts de la mise en oeuvre de la TPS, de l'administration de la TPS et de l'observation de la TPS, sur une période de 10 ans, on s'aperçoit que ce sont des milliards de dollars qu'on ira chercher dans la poche du citoyen ordinaire. Pour apporter les changements que vous préconisez, quels seraient les coûts administratifs, à peu près?

M. Brooks: Nuls, j'imagine, ou négligeables. Je ne vois pas quels seraient les frais supplémentaires. Le système existe déjà, le vérificateur est déjà en place, tout le monde connaît le système. Il n'y aurait même pas de frais de transition, car il n'y a rien de nouveau à apprendre.

M. Nystrom: Il est donc paradoxal que le gouvernement veuille imposer une taxe qui coûtera aux Canadiens des milliards et des milliards de dollars—et j'insiste, plusieurs milliards de dollars—en coûts d'observation pour les agriculteurs, les pêcheurs, les petites entreprises et les grandes entreprises. Or, ces coûts sont répercutés sur le consommateur, si l'on en croit notre président, car au bout du compte il n'y a qu'un seul contribuable. Signalons encore les milliards de dollars que coûtera au gouvernement l'administration de cette taxe, tandis que votre proposition ne coûterait rien. Il me semble, monsieur le président, que voilà un point qui mérite d'être examiné avec soin.

Le président: Nous débattons déjà cette question depuis un bon bout de temps. Il ne fait aucun doute, je pense, qu'il est possible d'y arriver au moyen de l'impôt sur le revenu. Le problème, monsieur Brooks, c'est qu'il n'est pas sûr que l'on puisse percevoir cet impôt. À certains niveaux, les gens cessent de payer ou trouvent le moyen de se soustraire à l'impôt, de frauder le fisc ou de placer leur argent à l'étranger. C'est là un des—

M. Nystrom: Ce qui m'amène à ma question supplémentaire finale.

Le président: —motifs essentiels qui expliquent la réforme.

M. Nystrom: À propos de placement à l'étranger, du caractère concurrentiel de notre régime fiscal ou des investissements possibles à Orlando par certains Canadiens riches, dans quelle mesure notre régime fiscal serait-il comparable à celui de nos partenaires commerciaux, à celui des pays où la personne riche